

# Laïcité et école catholique

Brigitte GERARD

C'est à une passionnante composante de l'histoire de l'enseignement en Belgique que sont consacrés les deux chapitres du livre *L'enseignement catholique en Belgique*<sup>1</sup> dont il est question ici : le clivage entre « laïques » et « catholiques », passant d'un véritable combat mené au XIX<sup>e</sup> siècle à une fracture dont l'impact s'amoindrit au XX<sup>e</sup> siècle, au profit de celle qui sépare les communautés linguistiques et de l'importance des réformes apportées au système d'enseignement.

## Au XIX<sup>e</sup> siècle

Dans son chapitre « Laïcité, anticléricalisme et école catholique au XIX<sup>e</sup> siècle », **Baudouin GROESSENS** (Institut supérieur de pédagogie Galilée) entre dans le vif du sujet avec une citation évoquant l'anticléricalisme ambiant et mettant en cause l'école confessionnelle : « *De tout temps, dans notre pays, les cléricaux ont accordé à la question de la formation de l'enfance une importance prépondérante. Dans leur préoccupation incessante de se créer de nouveaux partisans, ils ont pleinement saisi la portée de ces mots célèbres : « Donnez-moi l'âme de l'enfant et je veux bouleverser le monde ! » Sans cesse, ils se sont efforcés de modeler les enfants à leur image et, à cet égard, l'école, l'école qu'ils disent libre, l'école confessionnelle, leur est apparue comme devant être leur œuvre magistrale.* » (Georges BARNICH, *Le Régime clérical en Belgique*, Bruxelles, 1911, p. 171)

L'auteur poursuit en précisant la nature de ce conflit, qui marque la société du XIX<sup>e</sup> siècle : « *Le combat mené au XIX<sup>e</sup> siècle par les Gauches anticléricales pour soustraire l'école au contrôle de l'Église a toujours constitué un enjeu passionnel, digne des plus beaux sacrifices, comme des plus belles pages parlementaires. Un combat qui n'est d'ailleurs pas sans comporter une part d'irrationnel. Car c'est bien un sentiment de peur qui se trouve à l'origine de ce combat : peur qu'en s'emparant de l'âme des enfants, en s'immisçant dans la conscience des citoyens, l'Église ne conquière le pouvoir tout entier et ne modèle la nation à son image. Un combat nourri d'un ensemble de thèmes informes, d'idées non liées, capables de mobiliser les masses pour leur défense, tout en procurant une identité propre aux individus qui*

*s'en réclament. Ces thèmes forment une véritable « culture politique » comprise comme « une sorte de code et un ensemble de référents, formalisés au sein d'un parti ou plus largement diffus au sein d'une famille ou d'une tradition politique. »* (Serge BERNSTEIN, « La culture politique » dans : Jean-Pierre RIOUX et Jean-François SIRINELLI, éd., *Pour une histoire culturelle*, Paris, 1997, p. 372)

B. GROESSENS consacre sa contribution à la formation de cette « culture politique » au sein des Gauches anticléricales pendant le XIX<sup>e</sup> siècle, en se penchant sur ses idées maitresses, ses évolutions majeures, ses appréciations divergentes, ses applications concrètes, voire sa réception dans les milieux catholiques. Il y met l'accent sur la part prise par l'enseignement catholique – ou par sa perception – dans la mise en place de cette « culture politique », qu'il convient, selon lui, d'apprécier à la lumière d'un processus plus large de « sortie de la religion » des sociétés d'Europe occidentale.

## Au XX<sup>e</sup> siècle

**Jimmy KOPPEN** (VUB) débute son chapitre « Sécularisme, laïcité et enseignement libre du XX<sup>e</sup> siècle à nos jours » par une description des différents clivages qui marquent l'histoire politico-institutionnelle de la Belgique de cette époque : « *Après 1918, il n'est en effet plus possible pour un gouvernement de réformer l'enseignement sans tenir compte de ses alliés*

*politiques et de tous les intervenants du domaine. Cette situation s'explique aussi, en bonne partie, par un changement de climat : les gouvernements homogènes d'antan font place à des coalitions. Toute proposition trop radicale risque de mettre en danger ces gouvernements plutôt fragiles. Le plus souvent, c'est aux catholiques qu'en revient la formation. Ils optent alternativement pour le partenaire de coalition libéral ou socialiste. Souvent, le fossé entre les premiers et les seconds est trop profond pour arriver à un accord sans les catholiques.*



*Dans un tel contexte, ceux-ci parviennent à renforcer leur présence dans la société en construisant leur propre pilier. Cette pilarisation peut jusqu'à un certain point être comprise comme la réponse catholique à la sécularisation de la société. Les libéraux et les socialistes construisent également leur pilier. Le pilier catholique est partisan de l'initiative privée dans l'enseignement. Le principe est simple : on fait usage de la liberté pour fonder des associations socio-culturelles, des fonds d'assurance-maladie et des écoles, qui sont ensuite financées en tout ou en partie par l'État. Il s'agit donc d'une liberté subsidiée. Après la Seconde Guerre mondiale, le Parti social-chrétien est, pendant plusieurs décennies, l'acteur dominant de la Belgique politique. Même après les réformes de l'État successives, à l'occasion desquelles l'enseignement est communalisé, les sociaux-chrétiens continuent à jouer un rôle clé dans ce secteur. »*

À la lumière de ce contexte, l'auteur identifie ensuite les différents acteurs désignés sous le terme générique de « laïques ». « Si au XIX<sup>e</sup> siècle, les adversaires des

*écoles catholiques devaient être cherchés dans le groupe des libéraux, des libres penseurs et des francs-maçons, les choses ne sont plus si claires au XX<sup>e</sup> siècle. Trois grands groupes ont leur propre opinion au sujet de l'enseignement libre : les libéraux, les socialistes et les humanistes. (...) On ne trouve guère, chez les non-catholiques, de point de vue commun, moins encore de croisements idéologiques. »* Et J. KOPPEN pointe un deuxième clivage, qui acquiert une importance grandissante dans le courant du XX<sup>e</sup> siècle : celui qui sépare les communautés linguistiques, qui aurait peut-être un plus grand impact sur les structures de l'enseignement que les conflits idéologiques.

L'auteur termine son introduction avec le constat, au XX<sup>e</sup> siècle, d'un changement de perspective dans la manière d'aborder les questions d'enseignement : « Un troisième facteur d'importance réside dans les réformes de plus en plus nombreuses apportées au système d'enseignement, comme l'allongement de l'obligation scolaire, l'adaptation des cursus et la dispersion physique des écoles sur le territoire en

*réponse à la croissance démographique et à la demande, émanant de la société, de citoyens instruits et formés. Maints changements interviennent également dans le domaine pédagogique et organisationnel. Toutes ces mutations mettent fin au questionnement intrinsèque du XIX<sup>e</sup> siècle concernant l'enseignement. La question n'est plus de savoir quelle attitude le pouvoir civil doit adopter vis-à-vis des écoles, mais bien comment celles-ci doivent répondre à la réalité sociale en évolution. » ■*

Dans ce chapitre, l'auteur s'attarde ensuite sur les prises de position des « laïques » vis-à-vis de l'école catholique au XX<sup>e</sup> siècle dans le cadre de trois thématiques : le financement, les structures et le contenu des cours.

1. Jan DE MAEYER et Paul WYNANTS éd., *L'enseignement catholique en Belgique. Des identités en évolution (19<sup>e</sup>-21<sup>e</sup> siècles)*, Éditions Averbode/Érasme, 2016



Photo : Laurent NICQS

*« La question n'est plus de savoir quelle attitude le pouvoir civil doit adopter vis-à-vis des écoles, mais bien comment celles-ci doivent répondre à la réalité sociale en évolution. »*